



# Assemblée générale

Distr. générale  
1 octobre 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

Point 8 de l'ordre du jour

### Débat général

#### **Lettre datée du 28 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Conformément aux instructions relatives à l'exercice du droit de réponse, le Royaume-Uni souhaite répondre à une déclaration faite par le représentant du Nicaragua.

Le 21 septembre 2021, au débat général tenu au titre du point 8 de l'ordre du jour de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, le représentant du Nicaragua a fait référence à la souveraineté britannique sur les Îles Falkland. Le Royaume-Uni tient à ce que la déclaration suivante soit consignée dans le compte rendu officiel de la séance :

Le Royaume-Uni ne doute ni de sa souveraineté sur les Îles Falkland et les zones maritimes entourant ce territoire ni du principe de l'autodétermination et du droit des habitants des Îles Falkland de disposer d'eux-mêmes, droit consacré par la Charte des Nations Unies et par l'article premier des deux pactes relatifs aux droits humains, en vertu duquel les peuples déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

Ainsi, il ne peut y avoir de débat sur la souveraineté des Îles Falkland que si leurs habitants le souhaitent. Le référendum de 2013, au cours duquel 99,8 % des votants ont exprimé le souhait de voir les îles conserver leur statut de territoire du Royaume-Uni, a montré sans équivoque que les habitants ne voulaient pas d'un débat sur la souveraineté. L'Argentine devrait respecter ce souhait.

Le Royaume-Uni entretient avec les Îles Falkland, comme avec tous ses territoires d'outre-mer, une relation moderne, fondée sur le partenariat, des valeurs communes et le droit qu'a la population de chaque territoire de décider de son avenir.



Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

(Signé) Barbara Woodward

---